

# Maxime-Raymond

*Texte et recherche : Guy Longtin*



Septième d'une illustre famille de dix enfants, Maxime Raymond naît à Saint-Stanislas-de-Kostka le 25 décembre 1883 de l'union d'Adélarde Raymond, marchand, et de Priscilla Quesnel. Certains de ses frères connaîtront aussi une belle carrière, dont Donat, financier, qui sera sénateur et notamment dirigeant du Club de hockey « Les Canadiens » de Montréal.

Après avoir complété ses études classiques au Séminaire de Valleyfield sous l'influence de son professeur de rhétorique, l'abbé Lionel-Groulx, Maxime Raymond poursuit ses études au Collège Sainte-Marie et à l'Université de Montréal, où il est reçu au Barreau de la Province de Québec comme avocat en 1908. Il devient par la suite membre de l'étude légale «Raymond et Langlois » et se fait avocat-conseil de la compagnie d'assurance «La Prévoyance », dont il sera notamment le vice-président pendant 25 ans. Il siègera aussi au conseil d'administration de la compagnie « Alexander Building Corporation ».

C'est en 1925 que cet adepte des idées et pensées d'Henri Bourassa se laisse tenter par la politique, où il est élu pour une première fois comme député libéral fédéral de Beauharnois-Laprairie.

En plus de s'intéresser vivement à la cause des Canadiens-Français, le député Maxime Raymond affiche un patriotisme éclairé, tant sur le plan économique que politique. Il se fait un ardent défenseur de l'autonomie canadienne sur la scène internationale, notamment à l'égard de Londres et de l'Angleterre.

C'est toutefois à l'occasion de la crise de la conscription en 1942 que Maxime Raymond verra les feux de la rampe se braquer vers lui. En effet, dès février 1942, il fonde, avec le directeur du Devoir, Gilles Pelletier, ainsi que ses collègues André Laurendeau, Gérard Filion, Jean Drapeau, le Dr. J.-B. Prince et plusieurs autres « La Ligue pour la défense du Canada ».

Par cette association, qui parcourt la province, on entend convaincre la population du Québec à dire NON au plébiscite sur la conscription que s'apprête à tenir le gouvernement libéral fédéral de William Lyon McKenzie King. Par ce plébiscite, le gouvernement King veut ainsi s'affranchir de sa promesse émise lors de son élection en 1940 de ne pas recourir à la conscription pour le service militaire outre-mer.

Le travail de La Ligue pour la défense du Canada semble porter fruit, puisqu'au plébiscite tenu le 27 avril 1942, 71,2% des Québécois disent NON à la requête fédérale.

Toutefois, dans l'ensemble du Canada, on y répond favorablement dans une proportion de 63,7%.

Il n'en faut pas plus pour inciter Maxime Raymond à rompre ses liens avec son parti et l'amener avec son collègue André Laurendeau à jeter les assises en septembre 1942 d'un nouveau parti, le Bloc Populaire Canadien.

Pour une formation politique née sous l'impulsion du moment, le Bloc Populaire n'en réussit pas moins à récolter 15% des voix aux élections provinciales de 1944 et à faire élire quatre députés, dont M. Albert Lemieux également natif de Saint-Stanislas-de-Kostka, qui sera député du comté de Beauharnois. Aux élections fédérales de juin 1945, le Bloc amassera 12,8% des voix au Québec et ne fera toutefois élire que deux députés, Maxime Raymond et René Hamel. Le Bloc devait toutefois cesser ses activités quelques années plus tard.

Avec une santé fragile depuis 1943, Maxime Raymond se retire de la politique en 1949, après 24 ans de loyaux services sur la scène fédérale comme député de Beauharnois-Laprairie. Son implication ne se tarit pas pour autant, alors qu'il accepte quelques années plus tard d'être président de l'Hôtel Windsor de Montréal et directeur de l'Hôtel Queen's. Il fonde de plus en 1956, avec son ami Joseph Blain, la « Fondation Lionel-Groulx », qu'il soutient d'ailleurs en bonne partie de ses deniers.

Le 15 juillet 1961, il succombe d'une crise cardiaque à sa résidence d'été de Châteauguay à l'âge de 77 ans.